

# CONTRE LES ATTAQUES DU GOUVERNEMENT

## IL FAUT POURSUIVRE LA LUTTE, UNIS ET SOLIDAIRES !

« Automne 2025, plus haut que 1968 ! », « Grève générale ! », « Actifs, chômeurs, étudiants, retraités, solidarité ! »... Voici ce qu'on a pu entendre dans les cortèges, le 18 septembre dernier, où plus d'un million de personnes sont descendues dans la rue. Ce jour là, partout en France, les manifestants ont exprimé massivement leur colère et leur combativité face aux attaques d'une ampleur sans précédent depuis des décennies.

Quelque chose de nouveau était même perceptible au sein des cortèges, l'idée que « oui, nous luttons, mais ce n'est qu'un début, car ça sera encore plus dur demain ! ».

Comme lors des manifestations qui ont éclaté en Belgique au printemps dernier, les travailleurs affirment aujourd'hui en France, haut et fort, qu'ils refusent de subir dans leur chair toutes nouvelles mesures d'austérité. Peu importe le nom du Premier ministre, Bayrou, Lecornu ou le suivant. Ils attaqueront et nous le refusons. Cette réaction préventive signifie une chose : la conscience qu'il n'y a aucune illusion à se faire sur l'avenir que nous réservent tous les gouvernements, de gauche, de droite ou populistes. Et c'est là une prise de conscience à l'échelle internationale : les attaques d'hier et d'aujourd'hui ne sont que le prélude des attaques de demain. Le prolétariat en France, au Royaume-Uni, en Espagne, au Canada, aux États-Unis... affirme que « trop, c'est trop » !

Mais descendre toutes les deux semaines dans la rue ne suffira pas. Pour repousser les attaques, il faudra être en mesure d'imposer un véritable rapport de force. Alors, comment ?

### **Les syndicats nous mènent toujours à la défaite !**

Pour les syndicats, la recette est toujours la même : ils appellent les salariés (presque exclusivement du public) à se regrouper par corporations et centrales, sous leurs banderoles et leurs ballons, lors de « journées de mobilisation », pour prétendument « leur donner la force de négocier avec le gouvernement ». C'est tout le sens de l'appel de l'intersyndicale pour le 2 octobre : se « compter » pour peser et négocier avec Lecornu ! Ces méthodes nous mènent toujours à la défaite. Et les centrales syndicales le savent très bien !

Lors de la lutte contre la réforme des retraites en 2023, nous étions des millions dans la rue, combatifs et en colère, déterminés à nous battre tous ensemble. Six mois durant, l'intersyndicale a égrainé quatorze journées de manifestations. Pour quel résultat ? Les « journées de mobilisation » se sont de plus en plus espacées dans le temps, la mobilisation s'est peu à peu affaiblie... et le gouvernement a pu passer son attaque.

En 2022, en Grande-Bretagne, des milliers de travailleurs ont tenu plus d'un an de grèves, portés par la colère et la volonté de se battre. Mais isolés, derrière leurs multiples piquets de grève, cloisonnés entreprises par entreprises, ils n'ont rien obtenu.

En Belgique, même scénario en 2025 : six mois de mobilisations syndicales « historiques »... sans aucun recul de la bourgeoisie !

Aujourd'hui, il faudrait encore et encore accepter les « balades » syndicales à répétition ? Chacun derrière la banderole de son entreprise, de son secteur, sono à fond, sans discussion, sans débat, sans prise en main de l'organisation de la lutte ? Puis, dispersés par les flics, tout le monde devra rejoindre son domicile. On n'aura plus qu'à attendre la prochaine « journée » que les syndicats voudront bien organiser, et nous laisser démoraliser un peu plus, seuls dans notre coin. Et à la fin : le gouvernement ne reculera pas, les attaques passeront... comme toujours !

De plus en plus d'ouvriers et de fils d'ouvriers ressentent cette impuissance des journées de mobilisations syndicales. C'est pourquoi il y a de plus en plus de monde sur les trottoirs, à l'avant du cortège, en dehors du cadre officiel. Là, les manifestants ne sont plus divisés par corporations ou en centrales, là ils échangent et cherchent. Lors du 18 septembre, à Paris, il y avait autant de monde « à-côté » du cortège que sous les ballons. Et c'est là que notre organisation, le CCI, a diffusé le plus massivement sa presse, a eu les discussions les plus nombreuses et empreintes de la volonté de changer la société. C'est justement pour éviter ce genre de discussion que le ministre de l'Intérieur, Monsieur Retailleau, donne systématiquement l'ordre de disperser les manifestants à la fin du parcours, à coups de matraque et de bombes lacrymo : il ne veut pas que nous nous regroupions pour débattre !

Aux éléments les plus en colère, nous disons de ne pas tomber dans le piège de la provocation policière : les troupes de Retailleau poussent à la violence et à la casse pour justifier la répression et empêcher que nous nous rassemblions et discutions !

### **"Taxer les riches", pour mieux imposer les attaques !**

L'appel de l'intersyndicale, main dans la main avec les partis de « gauche » (LFI et trotskistes en tête), nous expliquent que nous devons réclamer plus de « justice fiscale », « faire payer les riches ». Ces mots d'ordre sont eux aussi un véritable piège !

Oui, les milliards des grands bourgeois sont à vomir face à la misère qui se répand partout et aux sacrifices qu'ils veulent nous imposer. Mais avec ses discours sur la « justice fiscale », la gauche nous arnaque. Elle nous dit « tout le monde doit participer équitablement à l'effort national », autrement dit « puisque les ultra-riches paient un peu, à vous d'accepter vous aussi les sacrifices ». Voilà la réalité qui se cache derrière ce discours ! Avec ou sans ISF, avec ou sans taxe Zucman... les grands bourgeois seront toujours aussi riches et les prolétaires seront moins nombreux dans les hôpitaux, les écoles, les usines, avec des cadences en hausse et des salaires plus faibles !

C'est ce qu'a fait le PS en France à chaque fois qu'il est arrivé au pouvoir (y compris en coalitions avec des forces « radicales » comme le PCF) ! C'est ce que fait actuellement le

« socialiste » Sanchez en Espagne et son allié le Sumar (équivalent hispanique de LFI), ou le travailliste Starmer en Grande-Bretagne ! C'est ce que faisait, hier, Syriza en Grèce et tous les partis de gauche qui, une fois au pouvoir, se sont révélés pour ce qu'ils sont : des défenseurs inconditionnels du capital !

### **Pour gagner, il faut étendre et prendre en main nos luttes**

Pourtant, nous avons la force de faire reculer le gouvernement, de freiner ses attaques. Certaines luttes du passé montrent que c'est possible. Comme en Mai 1968 ou en 1980 en Pologne, autant de luttes qui ont fait reculer la bourgeoisie !

En France, la dernière fois où nous avons pu contraindre le gouvernement à reculer, c'était en 2006 contre le « Contrat Première Embauche » (CPE) de De Villepin. Les étudiants précaires avaient organisé, dans les universités, des assemblées générales massives, ouvertes aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités. Pour étendre la lutte à d'autres secteurs, à d'autres générations, ils mettaient en avant des mots d'ordre unificateurs : la lutte contre la précarisation et le chômage. Pas seulement, pour « les étudiants », mais pour « tous les travailleurs », jeunes ou vieux, au chômage ou en activité, avec ce slogan : « *Jeunes lardons, vieux croûtons, tous la même salade !* ». Chaque week-end, les manifestations regroupaient de plus en plus de secteurs. Les travailleurs salariés et retraités commençaient à se joindre aux étudiants. L'extension rapide de la lutte et les AG réellement souveraines ont finalement obligé le gouvernement à céder en quelques semaines.

« *Tous ensemble ! Tous ensemble ! Et en même temps ! Et jusqu'au bout !* ». Ce slogan qu'on a pu entendre dans les cortèges du 18 septembre est profondément juste. Aujourd'hui, comme hier, pour gagner, il faut nous regrouper, discuter partout sur les lieux de travail et proposer des assemblées générales en essayant de convaincre que ce qui fait notre force, c'est notre unité, notre solidarité de classe.

Contre les impasses que nous imposent des syndicats, contre leur fausse unité, nous devons défendre des AG ouvertes à tous, autonomes, décidant réellement de la conduite du mouvement. Nous pouvons adopter ensemble des revendications de plus en plus unificatrices. Nous pouvons partir en délégations massives pour chercher la solidarité des travailleurs de l'usine, de l'hôpital, de l'établissement scolaire, de l'administration les plus proches.

Seules des AG prolétariennes peuvent constituer la base d'une lutte unie et qui s'étend. Même si nous n'y arrivons pas aujourd'hui, c'est ce qu'il nous faut préparer pour en être capable demain.

### **Nos luttes portent en elles l'avenir**

Oui, en prenant nos luttes en main, nous pouvons faire reculer les gouvernements. Mais le capitalisme ne va pas cesser de menacer la survie même de la civilisation humaine. La crise économique mondiale va continuer de répandre partout la misère. La guerre et le chaos vont s'étendre et s'amplifier. Et la bourgeoisie exigera toujours plus de sacrifices insupportables.

Face à cela, il faut aussi, y compris en dehors des luttes, nous rassembler, partout où nous le pouvons, pour confronter nos points de vue, débattre, tirer les leçons des luttes d'hier et préparer celles de demain. Même si nous sommes peu

nombreux, nous pouvons, par nos débats, préparer ce long combat vers le communisme, renouer avec l'expérience du mouvement ouvrier, tracer une perspective, commencer à penser que nos luttes « défensives » ne suffisent pas, qu'il faut aussi les politiser.

Nos luttes, qu'elles soient victorieuses ou non, ne sont pas vaines ! En relevant la tête tous ensemble, en refusant la résignation, nous préparons les luttes de demain et nous créons petit à petit, malgré les inévitables défaites, les conditions d'un monde nouveau. Ce n'est que par la lutte que le prolétariat peut prendre conscience qu'il est la seule force de la société capable d'abolir l'exploitation capitaliste.

Le chemin qui mène à la révolution prolétarienne mondiale, au renversement du capitalisme, sera long et difficile. Il sera parsemé d'embûches et de défaites, mais il n'y en a pas d'autre.

*Courant communiste international, 2 octobre 2025*

### **Le capitalisme, c'est la guerre !**

#### **Guerre au capitalisme !**

Aujourd'hui, les guerres n'en finissent pas de ravager le monde : de l'Ukraine à Gaza, en passant par la Birmanie, le Soudan, le Congo et bien d'autres conflits meurtriers, le chaos guerrier s'aggrave et fauche des centaines de milliers de soldats et de civils.

Cette logique meurtrière n'est pas seulement le fait de dictateur sanguinaire ou de l'irrationalité des populistes : c'est la logique du monde capitaliste en putréfaction, de la concurrence de plus en plus exacerbée et meurtrière de toutes les nations, petites ou grandes, de toutes les cliques bourgeoises. Oui ! Le capitalisme c'est la guerre, la destruction et la mort. N'ayons pas d'illusions avec leurs promesses de paix. C'est au nom de la paix que tous les gouvernements nous appellent à toujours plus de sacrifices pour financer leurs armes et préparer les conflits à venir.

Cette perspective, la classe ouvrière n'en veut pas ! Et pour cause : les guerres sont toujours un affrontement entre des nations concurrentes, entre des bourgeoisies rivales. Elles sont toujours des conflits dans lesquels meurent les exploités au profit de leurs exploités. « Ukrainiens », « Russes », « Israéliens » ou « Palestiniens », parmi toutes ces nationalités se trouvent des exploités et des exploités. La solidarité des prolétaires ne va donc pas aux « peuples », elle doit aller aux exploités d'Iran, d'Israël ou de Palestine, comme elle va aux travailleurs de tous les autres pays du monde. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », ils doivent refuser partout de prendre parti pour un camp bourgeois ou pour un autre.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a pas la force et la capacité d'agir et de peser directement pour arrêter ces guerres impérialistes au Moyen-Orient, en Afrique ou à l'Est, comme elle a pu le faire lors de la Première Guerre mondiale, par exemple. Mais elle a la capacité, dès aujourd'hui, de développer ses luttes contre les sacrifices imposés par tous les États capitalistes. Dans les cortèges du 18 septembre, plusieurs manifestants ont d'ailleurs scandé : « *L'argent pour les salaires, pas pour la guerre* » ; « *Il y a du pognon pour les marchands de canons, mais pour les salariés : il n'y a que l'austérité* » ; « *De l'argent pour l'hôpital, pas pour la guerre mondiale !* ».

En refusant les plans d'austérité et les sacrifices, nous nous attaquons à l'exploitation capitaliste et à toute sa logique de concurrence, nous préparons l'avenir, nous semons les graines d'un monde sans exploitations, sans guerre, ni frontière !

[fr.internationalism.org](http://fr.internationalism.org)



*Ne pas jeter sur la voie publique*